



## Conseil d'Administration de l'UNSS du 19 mai 2020

### Déclaration liminaire du SNEP-FSU, Benoit HUBERT

Bonjour à toutes et tous,

Notre Conseil d'Administration se tient dans un **moment très particulier qui est celui du déconfinement progressif et de l'ouverture des établissements pour les 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>**. C'est un moment extrêmement difficile et compliqué pour l'ensemble des EPLE et des enseignants tant ont pu varier les consignes et préconisations pour rendre la plus sûre possible cette « reprise ». Je ne reviendrai pas sur les différents errements qu'on a pu vivre et qui émaillent encore parfois, malheureusement, les différents discours. Pour les enseignants d'EPS la complexité est encore plus grande. Travailler à une pratique physique extra-ordinaire répondant à toutes les conditions sanitaires, aux préconisations diverses et variées, aux interprétations locales des consignes est extrêmement compliqué. Nous profitons de la présence du représentant du ministère pour rappeler **notre exigence de production d'un document de cadrage pour les pratiques physiques sportives et artistiques à l'Ecole et ce APSA par APSA**. Qu'est ce qui est autorisé, qu'est ce qui ne l'est pas etc.

De la même manière, il est nécessaire de travailler et **d'envisager une rentrée de septembre qui sera exceptionnelle** et qui va nécessiter des modalités différentes. Sauf à espérer la fin de la pandémie à ce moment ! Ainsi, il serait, par exemple, nécessaire de **sursoir aux suppressions de postes programmées pour l'an prochain**. Il faudrait ainsi annuler la centaine de postes EPS supprimés à la rentrée en académie qui sera plus que nécessaire pour une meilleure prise en charge des élèves et pour la constitution de groupes classe allégé.

C'est dans ce contexte anxiogène et difficile que nous avons pris connaissance par des voies diverses du **dispositif 2S2C**. Certes nous avons bien entendu le ministre de l'Education nationale et de la jeunesse et la ministre de sports le présenter comme un temps permettant la prise en charge d'un groupe d'élèves mais ce qui a, par la suite, circulé a provoqué la colère et la levée de bouclier de la part des enseignants mais aussi de professeurs de STAPS, d'IA-IPR, de la C3D, des professeurs de sport... c'est l'ensemble de la communauté EPS qui exprime son incompréhension et les dangers à voir ce genre de dispositif se mettre en œuvre alors même que le Sport, l'éducation à la santé, la culture, l'éducation civique font partie intégrante des missions de l'Etat et du service public d'Education. Il est

## Conseil d'Administration de l'UNSS du 19 mai 2020

incompréhensible, alors que le potentiel enseignant existe, qu'on aille, ailleurs, rechercher des compétences. Tout cela aurait pu, aurait dû se construire au sein du système éducatif et avec les personnels enseignants. Ce qui est proprement inacceptable c'est **qu'à aucun moment ce dispositif n'a fait l'objet de discussions avec celles et ceux qui au quotidien organisent et enseignent les pratiques physiques, animent les associations sportives**. A aucun moment on n'a pensé à réunir les différentes instances pour l'évoquer et recueillir des avis... Et aujourd'hui, on s'étonne des réactions vives que ce dispositif suscite. **Les fédérations se précipitent sur ce dispositif, des collectivités territoriales réservent prioritairement les installations au 2S2C au détriment de l'EPS...** Tout ceci est inacceptable ! Après discussion avec le Directeur de l'Enseignement Scolaire, il a été convenu de la nécessité de clarifier les choses et de réinstaller le dispositif à la place qui peut et doit être la sienne. On verra mais pour l'heure, d'un côté on met d'énormes freins à notre fonctionnement, par endroit on nous l'interdit et de l'autre, on développe un dispositif pour faire intervenir d'autres acteurs.

Ce dispositif vise à mettre en œuvre une « garderie » plus ou moins bien organisée et nous ne pouvons, compte tenu de notre histoire, que craindre de nouvelles velléités de mettre en œuvre un projet politique dans lequel les arts et les pratiques physiques seraient évincés de l'Ecole pour être sous la responsabilité des collectivités territoriales. Si on se place uniquement sur le versant sportif, **qu'auront à gagner les clubs qui s'y investiront finalement ? Y aura-t-il construction d'équipements sportifs ? Des décisions financières seront-elles prises pour les aider davantage (nous entendons, plus de moyens qu'avant la crise sanitaire) ? Y aura-t-il création de postes au concours de professeurs de sport ? Les missions des DRAJES seront-elles enfin mieux définies** et axées sur le développement du mouvement sportif et pas une simple coordination de projets ficelés à la va-vite et pour ce temps, que nous espérons très court, d'une véritable reprise des activités sportives, etc...

Nous n'incriminons pas ici les directeurs d'école, chefs d'établissements, enseignants, Collectivités Territoriales, clubs et associations qui vont tenter de participer à l'organisation et à la mise en œuvre du 2S2C. Nous ne doutons pas de leur engagement sincère et scrupuleux. **C'est le projet politique que nous contestons**. C'est la mise à l'écart des enseignants d'EPS dont le quotidien, l'expertise et les missions pour lesquels ils ont été recrutés sont, d'une certaine façon, bafoués.

## Conseil d'Administration de l'UNSS du 19 mai 2020

Plus que ce dispositif, comme je l'ai indiqué, **c'est de la rentrée de septembre dont nous voulons parler car c'est là le vrai sujet. Le SNEP-FSU fait des propositions :**

- sur le **recrutement au CAPEPS** par exemple en demandant plus de postes au concours ce qui permettrait de mieux assurer l'enseignement de l'EPS et améliorer le fonctionnement des AS.
- Nous voulons aussi évoquer **la réforme des lycées avec les risques qui pèsent sur les mercredis après-midis** pour la pratique des activités sportives volontaires des lycéens.
- S'agissant des **équipements sportifs, là encore rien ne semble se dessiner**. Pourtant les enseignants d'EPS travaillent dans des conditions difficiles, parfois inacceptables. Il est grand temps de travailler cette question et que le ministère de l'EN et de la Jeunesse (MENJ) s'attache à un vrai bilan des heures perdues pour l'EPS et les AS en raison de l'insuffisance d'équipements accessibles sur TOUT le temps scolaire.

Nous pourrions poursuivre cette énumération des sujets qui « fâchent » mais le format de ce conseil d'administration nous engage à ne pas trop allonger notre intervention.

Nous souhaitons maintenant aborder 2 sujets qui ont égrené le calendrier du sport scolaire de cette année 2019-2020 :

Les élections UNSS : Le processus électoral étant arrivé à son terme nous souhaitons revenir sur les faits et dysfonctionnements marquants qu'il faut en retenir pour les corriger à l'avenir.

- En premier, un désengagement total de la DGESCO auprès des autorités académiques. En effet, hormis la réunion des instances à mesure qu'elles devaient être renouvelées, aucune publicité, aucun affichage de ces élections n'ont été mis en œuvre sur les sites rectoraux.
- Ensuite un manque d'aide et de suivi de la part de la direction nationale : des résultats non communiqués aux AS et non affichés sur OPUSS, un manque de rigueur du recensement des résultats qui ont mis en difficulté les candidats pour la constitution de la liste nationale. Ce n'est pas la complexité du processus électoral qu'il faut incriminer mais plutôt la légèreté avec laquelle l'UNSS a traité ce sujet. Nous rappelons que les représentants des AS sont les seuls membres élus de nos instances et que le législateur a souhaité, au travers des statuts de l'UNSS, qu'ils y prennent une large part (plus de 20%).

## Conseil d'Administration de l'UNSS du 19 mai 2020

Le recrutement des directeurs de service dans les départements et régions : Nous avons alerté le ministère lors de l'AG de janvier sur le calendrier du recrutement et sur le défaut d'information donnée aux candidats. Nos craintes se sont malheureusement vérifiées. Cette situation ne peut plus durer, il faut vraiment prendre la question à bras le corps pour ne pas décourager, voire même dégoûter si je puis dire, les futurs candidats. Il en va de l'avenir du fonctionnement de notre association. Le SNEP-FSU est prêt à faire des propositions à la DGRH pour améliorer ce recrutement.

Merci de votre attention !

### REPONSES OBTENUES EN SEANCE

#### 2S2C

D.LACROIX (représentant du MENJ) : Il affirme qu'il n'y a aucun projet politique caché derrière. Il ne faut pas voir de concurrence dans le « 2S2C », mais une complémentarité car il s'agit du temps scolaire. A la question des élus des AS pour savoir si le 2S2C s'arrêterait à la fin de la période de confinement, il a été très évasif sur la réponse... (NDLR : *et pour cause, le jour-même, le ministre déclarait devant le sénat : "Une contrainte forte peut nous amener à une évolution positive car on avait déjà l'objectif de développer la place du sport et de la culture. Ce qui préfigure cela, c'est le 2S2C".*)

N.COSTANTINI (DN UNSS) : Elle n'a pas apprécié les désaccords avec le SNEP-FSU et estime avoir été attaquée directement via sa fonction. Elle reproche au SNEP-FSU d'avoir préféré colporter des rumeurs plutôt que la vérité c'est-à-dire sa participation au nom de l'UNSS en tant que fédération sportive dans les visioconférences du mouvement sportif au sujet du 2S2C. (NDLR : *Chacun pourra pour se faire sa propre opinion sur le rôle donné à jouer à l'UNSS dans le protocole 2S2C co-signé MENJ/Min. des Sports en date du 18/05/20 !!!*).

**Retrouvez les autres documents relatifs à ce CA sur notre site :**

<http://www.snepfsu.net/sportsco/instances.php>